



HAL
open science

La cassure de Cancun

Jacques Fontanel, Touatam Antipas

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Touatam Antipas. La cassure de Cancun. *Géopolitique Africaine / African Geopolitics*, 2004, n°13. hal-03010586

HAL Id: hal-03010586

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03010586>

Submitted on 17 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La cassure de Cancun

Fontanel, Jacques, Antipas Touatam

Géopolitique Africaine

N°13, Janvier 2014

La Conférence de l'OMC à Cancun n'a pas renforcé la confiance des pays africain dans le processus de globalisation proposé par les Etats-Unis et l'Europe. Elle s'est soldée par un échec. Soutenue par la communauté des organisations non gouvernementales, elle a souhaité défendre ses droits et remettre en cause un système à la fois injuste et inefficace. Les droits de douane de produits agricoles et des activités manuelles dans les pays développés sont élevés, particulièrement dans les domaines de l'alimentation et de l'habillement, secteurs dans lesquels les pays en développement disposent d'un certain avantage comparatif. En outre, les pays développés, notamment les Etats-Unis, subventionnent leur agriculture, même pour l'exportation. Il s'agit de manœuvres déloyales. La production du coton est caractéristique de la situation, avec une surproduction due aux subventions nationales des pays développés dans ce secteur. Les 25.000 producteurs de coton américains reçoivent plus de subvention que 500 millions d'Africains dans l'aide au développement. L'Afrique cherche son unité pour combattre et faire cesser ce dumping.

The WTO Conference in Cancun did not strengthen the confidence of African countries in the globalization process proposed by the United States and Europe. It ended in failure. Supported by the community of non-governmental organizations, it sought to defend its rights and challenge a system that is both unjust and inefficient. Tariffs on agricultural products and manual activities in developed countries are high, particularly in the areas of food and clothing, sectors in which developing countries have a certain comparative advantage. In addition, developed countries, especially the United States, subsidize their agriculture, even for exports. These are unfair manoeuvres. Cotton production is characteristic of the situation, with overproduction due to the domestic subsidies of developed countries in this sector. The 25,000 U.S. cotton farmers receive more subsidies than 500 million Africans in development aid. Africa is seeking unity to combat and stop this dumping.

Mots clés: OMC, aide internationale, concurrence, dumping, produits agricoles, exportations

agricultural products, exports, WTO, international aid, competition, dumping, dumping, exports, international aid.

Selon James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, « *les leviers de commande sont entre trop peu de mains et trop de gens ont trop peu à espérer. Trop de débordements, trop de guerres. Trop de souffrances* »¹. Un milliard de personnes possèdent 80 % du produit intérieur brut mondial et un autre milliard dispose de moins d'un dollar par jour pour vivre. Les pays développés consacrent 56 milliards de dollars à l'aide au développement par an, contre 300 milliards de dollars en subventions agricoles et plus de 700 milliards de dollars en dépenses militaires.

Il faut trouver une solution aux problèmes structurels des économies pauvres, notamment la dette et le déséquilibre prononcé des comptes courants internationaux. Cette question pourrait aussi être posée aux États-Unis, pays qui connaît un endettement croissant. Une correction de la répartition des revenus entre pays riches et pays pauvres apparaît nécessaire. Aujourd'hui, selon James Wolfensohn, les allègements de la dette sont insuffisants et le niveau de l'aide n'a jamais été aussi faible...

La rencontre de Cancun n'a pas renforcé la confiance dans le monde. La 5^e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui s'est déroulée du 10 au 14 Septembre 2003 à Cancun, au Mexique, s'est terminée par un échec pour le processus de mondialisation tel qu'il est souhaité par les États-Unis et l'Europe. Si les pays en développement n'ont pas toujours été solidaires dans ces négociations commerciales, ils n'en ont pas moins été à l'origine du recul des prétentions mondialistes du Nord.

et ancien premier vice-président de la Banque mondiale. « *Avec de tels subsides (4 milliards de dollars par an), les fermiers des Etats-Unis sont tentés de produire des quantités énormes de coton, provoquant une baisse considérable de prix* »⁴. Dans ces conditions, les subventions accordées aux producteurs américains devraient être interdites. « *L'Occident a exigé la liberté du commerce pour les produits qu'il exporte, mais simultanément il a continué à protéger chez lui les secteurs que la concurrence des pays en développement aurait pu menacer* »⁵.

Ce qui est vrai dans l'agriculture l'est aussi pour les services, qui sont ouverts pour les services financiers et les technologies de l'information, et pas pour les services maritimes et le bâtiment, dans lesquels les pays en développement auraient pu être compétitifs. Dans la lutte contre la cocaïne, les pays occidentaux ont demandé des cultures de substitution, tout en refusant leurs marchés à ces nouvelles productions.

Dans cette perspective, le ministre du commerce et de l'industrie de l'Île Maurice, Jaya Krishna Cuttaree, parlant au nom de l'Union africaine, affirme que les demandes faites au président de la Conférence sur l'agriculture concernant les droits de douane n'ont jamais été satisfaites. Ce mépris des pays les plus pauvres montre qu'au-delà de la question spécifique de l'agriculture, la question de la représentativité de chaque État dans les organisations internationales en charge du processus de la mondialisation est discutable.

Faible marge de manœuvre

Les États-Unis du président Bush se proposent de développer les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux, ce qui devrait renforcer la position américaine dans l'OMC⁶. Ces accords cherchent à renforcer la sécurité de pays amis comme le Maroc ou à soutenir (au moins officiellement) la démocratie.

En fait cette politique se propose surtout d'accroître encore la force de négociation de la diplomatie américaine. En effet, les accords bilatéraux ou régionaux, s'ils attirent de nouveaux partenaires, ont une influence négligeable sur l'économie des États-Unis. Les négociateurs américains font pression sur les représentants des autres pays pour l'ouverture des frontières à leurs entreprises et produits, sans contrepartie

pour l'agriculture de ces derniers. La politique américaine est souvent de type « *beggar-thy-neighbor* » (réduis ton voisin à la mendicité)...

En outre, l'action actuelle des pays du Sud les conduit à refuser la politique de protection de l'agriculture américaine, en considérant les incidences globalement négatives de ces accords sur leurs économies nationales. A ce titre, l'information fournie par les ONG s'est avérée décisive dans ce refus des négociations dont l'agriculture serait exclue. L'échec de celles-ci est surtout dû aux pays développés.

Face aux nouvelles alliances au sein de l'OMC, les pays africains ont une marge de manœuvre assez réduite dans les négociations commerciales. Dans le domaine agricole, il existe six alliances : le groupe G-90 se compose des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), des PMA (Pays moins avancés) et des pays de l'UA (Union Africaine) ; le groupe G-22 comprend notamment l'Argentine, le Brésil, l'Australie et l'Afrique du Sud ; le groupe G-10 se compose notamment du Japon, de la Corée du Sud, de la Norvège et de la Suisse ; l'UE (Union Européenne) ; les États-Unis ; enfin le groupe de « Cairns » comprend notamment le Canada, l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie.

Tous ces groupes ont des revendications différentes. À Cancun, la surprise est venue du G-22, qui a placé le clivage Nord-sud au cœur des négociations. Les groupes G-90 et G-10 ont joué les seconds rôles, mais leurs positions ont été radicales. Les pays africains se sont regroupés dans l'alliance G-90, tandis que les pays les plus protectionnistes en matière agricole formaient le G-10. Ces regroupements révèlent les clivages au sein de l'OMC.

Simulations

Les simulations faites par le modèle Mirage ont permis d'évaluer l'impact d'une libéralisation agricole selon les modalités de la proposition Harbinson (président du Comité de négociation pour l'agriculture). Elle suppose la suppression des subventions aux exportations, une réduction de plus de moitié du soutien interne couplé à la production, et une baisse non linéaire des tarifs douaniers. Un traitement particulier et différencié est prévu en faveur des pays en développement.

Dans le cas de la réforme de la Politique agricole commune, adoptée

en juin 2003, les résultats prévus sont intéressants. Les pays riches (et notamment l'Union européenne et l'Asie développée) bénéficieraient d'un gain de richesse réelle, car les distorsions concurrentielles induites par les barrières douanières seraient alors partiellement supprimées. Par contre, leurs exportations agricoles subiraient, en volume, une baisse relative, au contraire des pays développés du groupe de Cairns, qui serait très avantagé – au même titre que l'ex-URSS, l'Asie développée et les pays méditerranéens non européens.

Les pays en développement seraient globalement bénéficiaires de cette réforme et le commerce mondial de produits agricoles augmenterait de 4,7 % en volume par an. Les effets dépendent, en fait, des structures agricoles et industrielles de chaque pays ou groupe de pays. L'arrêt du soutien interne intéresse surtout le coton, le sucre, les oléagineux ou le riz ; les subventions aux exportations touchent principalement le sucre et les produits laitiers.

La faible marge de manœuvre africaine dans les négociations commerciales s'explique par le caractère très peu diversifié des exportations des PMA (coton, banane ou sucre pour les pays ACP, par exemple). Or de nombreux pays africains appartiennent aux PMA, notamment les pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale. Pour eux, une ouverture généralisée de leurs marchés à tous les PED (Pays en développement) signifierait une érosion de leurs préférences.

Car la nouvelle concurrence entre les pays du Sud est susceptible d'être mal vécue par les pays les plus pauvres. Ainsi, certains pays qui ne produisent pas certains biens achètent leurs denrées aux pays développés à des prix subventionnés. Lorsque ceux-ci ne le seront plus, le prix mondial « libéralisé » s'imposera et il sera probablement supérieur à celui qui est offert aujourd'hui par les pays développés. Il en résultera des « effets pervers » pour les pays africains, obligés soit de produire eux-mêmes (mais à un coût plus élevé, au moins au départ), soit d'acheter les mêmes produits plus cher. La suppression des droits de douane excédant 15 % sur les marchés internationaux améliorerait donc la situation des pays les moins avancés, mais à la marge. Pour que l'effet leur soit très utile, il faudrait leur réserver l'exclusivité de cette décision.

Ce problème particulier appelle, le cas échéant, des mesures d'accompagnement. Celles-ci pourraient prendre la forme d'un nouvel avantage commercial et d'une aide au développement accordés aux PMA.

L'analyse des conséquences d'une libéralisation totale du commerce mondial de produits manufacturés confirme ce constat.

Pour le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), les exportations mondiales de produits manufacturés progresseraient ainsi de plus de 12 %, et cette croissance dépasserait 30 % pour l'Argentine, l'Inde, le Maghreb, l'Asie du sud et le Brésil⁷. En revanche, les exportations de l'Afrique subsaharienne n'augmenteraient que de 11 % du fait de la disparition des préférences commerciales dont bénéficie cette région. Ainsi, la libéralisation du commerce mondial conduirait à une nouvelle répartition des richesses mondiales qui, en termes de parts de marché, ne serait pas spécialement favorable à l'Afrique.

La résorption de la pauvreté par la croissance est un objectif essentiel. Les mécanismes d'aide du FMI sont importants. Le Nepad aide l'Afrique à comprendre que le développement relève de sa propre responsabilité. Les pays africains demandent un renforcement de leur voix et de leur représentation au sein des institutions de Bretton Woods pour que les politiques s'inscrivent dans l'intérêt à long terme de leur continent. La même revendication émane des autres pays en développement et des pays en transition.

Pour James Wolfensohn, « après Cancun, nous sommes convenus qu'il fallait trouver un meilleur équilibre entre la voix des pays développés et celles des nations en développement »⁸. Dans ce cadre, il faut lutter contre la corruption et améliorer la transparence des opérations productives et financières. Cependant pour Ritchie et Dawkins⁹, la réunion de Cancun a été plutôt un succès. Elle a défini les conditions selon lesquelles le marché peut bénéficier aux pauvres et comment les pays en développement peuvent devenir de réels acteurs dans les négociations internationales. Ces négociations ont permis de redéfinir la notion de *fair trade*, d'un marché équilibré au bénéfice aussi bien des pays développés que des pays en développement.

Trois leçons

Il y a trois leçons à retenir de Cancun :

1) Les accords équitables et objectifs ne peuvent pas être correctement négociés quand la balance du pouvoir penche exclusivement vers les

pays les plus riches.

2) La société civile a un rôle légitime et utile dans ces discussions. De nombreux gouvernements ont été solidaires avec les groupes non gouvernementaux, lesquels leur ont apporté une assistance technique et un soutien politique. Pour la première fois, les pays en développement ont pu disposer d'un staff de techniciens, lors des négociations, comparable à celui des pays industrialisés. Les informations fournies aux négociateurs ont été essentielles dans certains refus ou dans de nombreuses revendications.

3) Le marché équitable est celui qui assure à ses producteurs un revenu juste, à ses travailleurs des salaires décents, afin d'engager le monde dans un développement durable. L'International Fair Trade Fair souhaite développer un marché mondial fondé sur l'intérêt des pauvres, ce qui implique de prendre en compte le travail des enfants et des femmes. Cette association donne l'idée d'une autre forme de développement respectueuse des hommes. Il faut s'assurer que les producteurs disposent d'un prix loyal et que les salariés perçoivent un salaire normal. On ne parle plus d'équilibre du marché, mais de la mise en place d'un marché loyal.

C'est la première fois que l'OMC commence à devenir une véritable organisation globale, pas seulement une extension de la politique nationale et étrangère du gouvernement américain. Cancun représente une cassure, la volonté d'une modification des rapports de force dans la politique économique mondiale.

Le marché libre n'est en fait qu'un système de dérégulation du marché. Il y a dix ans, il a été dit aux pays les plus pauvres, sur la foi des modèles sophistiqués, que l'ouverture de leur économie à la concurrence étrangère leur donnerait un taux de croissance élevé. Le résultat n'est pas très satisfaisant. On peut même dire que certains pays ont connu une véritable paupérisation relative, voire, dans certains cas, absolue.

Il existe un véritable credo libéral, dominant¹⁰. C'est le nouveau fondamentalisme sur les vertus thérapeutiques – incontestables – du marché. Cependant, la globalisation économique actuelle n'a pas son équivalent dans le domaine politique. L'État-Nation n'est pas nécessairement toujours trop petit pour répondre aux défis d'aujourd'hui, même si l'accident de Tchernobyl souligne la distorsion croissante entre le modèle souverain et les réalités technologiques et environnementales. Le niveau national

reste significatif, mais il n'est plus toujours le principal interlocuteur stratégique pour les acteurs clefs du développement scientifique, de l'innovation technologique et de la croissance socio-économique.

Pour les pays africains, la 5^e conférence de l'OMC à Cancun est révélatrice de leur unité et de leur volonté de peser de tout leur poids dans les négociations commerciales. Il s'agit d'un véritable succès politique. Pour la première fois, les pays africains ont pu faire porter à l'ordre du jour un sujet qui les affecte directement. Soutenue par les ONG, l'Afrique dispose de nouveaux atouts ; mais l'égoïsme inhérent au processus actuel de la mondialisation ne permet toujours pas de penser qu'ils peuvent être décisifs dans le jeu des acteurs internationaux.

Forts de leurs succès politiques obtenus à Cancun, les pays africains ont décidé de rester coalisés pour les négociations futures. Aujourd'hui, toute l'opinion internationale s'accorde à dire que cet échec de Cancun est dû principalement au fait que les pays n'ont pas su aplanir leurs divergences sur les dossiers de Singapour. En réalité, les pays du Sud commencent à renâcler devant les exigences des pays développés.

Un mécanisme de financement

Six ministres des finances africains (Ngozi Okonjo-Iweala du Nigeria, Michel Meva'a Meboutou du Cameroun, Ng'andu P. Magande de la Zambie, Ali Badjo Gamatie du Niger, B.R. Kukuri de la Namibie et Jean-Baptiste Compaoré du Burkina Faso) ont évoqué, le 20 septembre 2003, les grands défis auxquels l'Afrique est confrontée¹¹. Pour eux, la Conférence de Cancun n'a pas amélioré l'accès de l'Afrique aux marchés des pays industrialisés.

Dans ces conditions, les fameux ODM (Objectifs de développement du millénaire), qui impliquent une aide accrue et soutenue de la communauté internationale, seront difficiles à réaliser. Les pays africains s'engagent dans des réformes structurelles douloureuses pour atteindre ces objectifs, mais la question du financement n'est toujours pas réglée. Sans les fonds d'aide, les objectifs seront utopiques. La France et le Royaume-Uni ont proposé un mécanisme de financement international, mais celui-ci n'a toujours pas été mis en place.

Il faut une collaboration solide entre la Banque mondiale et le FMI

pour mettre en place un mécanisme international de développement. Pour Kukuri, ministre des finances de Namibie, la libéralisation totale du commerce mondial permettrait à 300 millions de personnes au moins de sortir de la pauvreté d'ici à 2015. Mais il s'agit aussi d'une arme à double tranchant, car l'économiste raisonne trop souvent sur la base de l'hypothèse « *ceteris paribus* ».

La lenteur des progrès sur l'allégement de la dette est encore un phénomène inquiétant. L'initiative PPTE (Programme pour les pays très endettés) n'a pas encore mobilisé toutes les ressources disponibles. L'ensemble des négociations évolue très lentement. Or, la dette et sa charge réduisent d'autant le potentiel de croissance et de développement.

Les perspectives de l'économie mondiale ne permettent guère la réalisation des ODM, notamment du fait de la volatilité des prix des produits de base, l'essor du sida, les promesses des pays développés rarement tenues et le retard dans la réformes des institutions de Bretton Woods. Au-delà des aspects techniques, les positions politiques des parties en présence n'ont guère changé. Aucun autre sujet ne sera abordé tant que les questions posées par les pays en développement ne seront pas traitées. Par contre, les pays développés souhaitent aujourd'hui reprendre les négociations sur la base de l'ensemble des marchés.

Pour tenter de concilier ces positions antagonistes, un équilibre délicat avait été bâti à Doha (Qatar). Les questions de mise en œuvre relevant des négociations ouvertes dans le nouveau cycle sont traitées dans le cadre de ces négociations. Les autres questions, dites « en suspens », sont traitées par les organes pertinents de l'OMC. Aujourd'hui, aucun progrès n'a été fait pour concilier les deux points de vue, malgré les efforts de médiation du directeur général de l'OMC.

Des positions idéologiques

Les discussions sont occultées par les positions idéologiques. Pour les uns, les subventions sont, par nature, néfastes ; pour les autres, la PAC (politique agricole commune) est intouchable. Dans toutes les situations, les pays en développement sont victimes d'un système injuste. Au fond, ils souhaiteraient bénéficier un temps de la libéralisation de l'économie mondiale, comme ont bien su le faire les grandes puissances. Mais mal-

gré l'idée d'une mondialisation développant les interdépendances, les concepts de solidarité ou de soutien aux plus démunis n'ont pas de « réalité » dans un monde de concurrence exacerbée, contrôlée globalement par les plus riches, eux-mêmes en compétition mutuelle constante.

Certes, le communiqué final de la Conférence mentionne la reprise des discussions au conseil général de l'OMC. Mais, comme l'indique Pascal Lamy, le négociateur européen, il est difficile d'envisager un accord des ambassadeurs là où leurs ministres ont échoué. Dès lors, le cycle entamé en novembre 2001 à Doha risque de ne pas se terminer à la date prévue, le 1^{er} janvier 2005. Le refus des pays africains d'accepter la négociation, même sur un seul des quatre sujets dits « de Singapour, » révèle leur volonté politique d'obtenir la suppression progressive et totale des subventions (agricoles notamment) des pays du Nord.

Cette revendication nécessitera encore des débats houleux lors des négociations futures. Quatre pays africains (Bénin, Burkina-Faso, Mali et Tchad) ont d'ores et déjà déposé une initiative baptisée « *initiative sectorielle en faveur du coton afin de lutter contre la pauvreté* ». Cette proposition demande aux 146 membres de l'Organisation mondiale du commerce l'élimination progressive des subventions sur le coton, ainsi que le paiement d'indemnités compensatoires, estimées à un milliard de dollars par an.

Pour Jean-Christophe Rufin, la civilisation libérale est elle-même une forme subtile et puissante de dictature¹². À la différence de celles qui sont fondées sur la contrainte, cette dictature de la liberté est dotée d'une étrange propriété : elle est capable de se nourrir de ce qui s'oppose à elle. Pendant les soixante-dix ans où elle a prétendu combattre le marxisme soviétique, elle l'a en même temps soutenu et utilisé comme régulateur de la révolte sociale. Aujourd'hui, la civilisation libérale s'appuie sur de nouvelles peurs : le Sud, l'écologie, l'exclusion sociale, arguments essentiels pour conserver le pouvoir.

Pour les organisations économiques internationales, la reprise rapide du cycle de Doha est essentielle pour la croissance mondiale. L'échec de Cancun serait grave s'il n'était pas rapidement surmonté. La crise majeure qu'il a ouverte pour l'OMC sera salutaire si elle débouche sur la réforme de ses modes de fonctionnement et du contenu des accords qu'elle administre. Par contre, elle sera fatale si les pays riches persévèrent dans leur volonté d'utiliser cette institution pour asseoir leur

domination.

L'agriculture a été au centre des débats et des échecs de ceux-ci à Cancun. Or elle fait vivre la grande majorité de la population pauvre. Si le but de l'OMC est d'assurer des prix équitables et de prévenir le dumping, il faut trouver une solution pour aider à la fois les producteurs du Sud et ceux du Nord (qui souhaitent définir une sécurité alimentaire minimale). C'est affaire de volonté politique.

Il faut donc réclamer que, sur les produits pour lesquels l'Afrique a un incontestable avantage comparatif, un traitement équitable soit retenu. La communauté internationale doit se rendre compte que la pauvreté en Afrique est un problème grave et qu'on peut lui trouver des solutions, notamment en réclamant l'application des règles qui prévalent dans le secteur industriel.

Réunie du 20 au 24 septembre 2003, l'Assemblée annuelle du FMI a proposé la reprise des négociations commerciales, la recherche de moyens de promouvoir les ODM et la reconstruction de l'Irak. L'esprit de coopération est maintenu, malgré l'échec de Cancun. Les incertitudes géopolitiques immédiates sont atténuées, les effets différés de la bulle boursière s'estompent et les mesures de relance commencent à produire leurs effets. Mais on assiste aujourd'hui à une dissociation du national (espace du contrôle démocratique) et du transnational, là où sont les vrais enjeux. Elle permet au système économique de se développer hors du contrôle démocratique. Du moins l'Afrique a fait savoir qu'elle mérite aussi de s'exprimer.

NOTES

1. « Les ministres s'engagent à alimenter la reprise », *FMI Bulletin*, Octobre 2003, p. 267.

2. CEPII, Septembre 2003, p.2

3. *Marchés Tropicaux*, Septembre 2003, p.1904.

4. Joseph Stiglitz : discours d'acceptation du doctorat *honoris causa* à l'université de Louvain-la-Neuve, 3 Février 2003.

5. J.E. Stiglitz, *La grande désillusion*, Fayard 2002, Paris, p. 93.
6. J. Audley, *Bad bilateral trade deals are no better than bad multilateral deals*, Carnegie Endowment for International Peace, Issue Brief, 2003.
7. M.H. Bchir, I. Fontagné, S. Jean, Market access in non-agricultural goods: what is at stake in the development round? Document de travail CEPII 2003.
8. *Le FMI et la Banque mondiale saluent le regain d'intérêt pour la coopération multilatérale*, FMI Bulletin 2003, p. 269.
9. M. Ritchie, K. Dawkins, K., *A new beginning for WTO after Cancun*, Foreign Policy in Focus, 2003, www.fpif.org.
10. R. Kuttner, «The limits of market », *The American Prospect*, March-April 1997.
11. « Très déçus par l'échec de Cancun, les dirigeants africains réclament un traitement équitable », *FMI Bulletin*, 13 octobre 2003.
12. J.C. Rufin, *La dictature libérale*, Jean-Claude Lattès 1994, Paris.

Bibliographie

- Audley, J. (2003), *Bad bilateral trade deals are no better than bad multinational deals*, Carnegie Endowment for International Peace, Issue Brief.
- Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Bchir, M.H., Fontagné, I, Jean, S. (2003), Market access in non-agricultural goods. *CEPII Working Document*.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), La puissance des Etats et la globalisation économique, *Ares, Défense et Sécurité*, n°45, Mai.
- FMI Bulletin (2003), Les ministres s'engagent à alimenter la reprise, *FMI Bulletin*, Octobre.
- FMI Bulletin (2003), Le FRM et la Banque mondiale saluent le regain d'intérêt pour la coopération multilatérale, *FMI Bulletin*.
- FMI Bulletin (2003), Très déçus par l'échec de Cancun, les dirigeants africains réclament un traitement équitable, *FMI Bulletin*, 13 Octobre.
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J. (1995), *Organisations Economiques Internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J. (2002), *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*. Collection "Côté Cours", Grenoble.
- Fontanel, J., Coulomb, F. (2002), La puissance des Etats et la globalisation, in *Globalisation économique et sécurité internationale*. Introduction à la géoéconomie.
- Fontanel, J. (2002), Les Stratégies de la guerre économique, in *Guerres et conflits économiques*, Université Pierre Mendès France, Grenoble, Fragments de cours, Grenoble, octobre
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble
- Groupe des 24 (2003), Communiqué, *FMI Bulletin*, Octobre.
- Kuttner, R. (1997), The limits of markets, *The American Prospect*, March
- Ritchie, M., Dawkins, K. (2003), A new beginning for WTO after Cancun. *Foreign Policy in Focus*, www.fpif.org.
- Rufin, J.C (1994), *La dictature libérale*, Jean-Claude Lattès, Paris
- Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.